DIALOGUE
ENTRE UN NÉGOCIANT DE PROVINCE, ET UN ENTREPRENEUR DE PARIS;

Sur le Projet de création d'un Papier de circulation, pour suppléer au défaut du numéraire.

M. BLAINVILLE, M. MARCHAND, *lisant une Brochure.*

M. BLAINVILLE.

PEUT-ON distraire un peu M. Marchand de ses grandes occupations, pour lui souhaiter le bon jour?

M. MARCHAND.

Ah! vous voici fort à propos; je tiens un écrit qui vous fera bien connoître l'utilité, la nécessité même de la création du papier monnoie.

M. BLAINVILLE.

Je m'en doutois. Vous ne rêvez que cela, & je me faisois une peine d'interrompre une lecture qui paroissoit si fort vous intéresser.

M. MARCHAND.

Oh! vous avez bien fait. Je pourrai donc vous convaincre. Tenez, lisez. —

M. BLAINVILLE.

Voyons, je ſuis un peu incrédule, mais ſans opiniâtreté. Au moins vous me permetrez les objections.

M. MARCHAND.

Cela eſt trop juſte.

M. BLAINVILLE.

Commençons. Oh! je vous arrête au début, la création d'un papier à méttre en circulation pour ſuppléer au défaut du numéraire en argent.

Eh! mais, M. Marchand, ne voyez-vous pas que vous manquez votre but par la création d'un tel papier? vous allez faire diſparoître tout-à-fait l'eſpèce monnoyée.

M. MARCHAND.

Point du tout. C'eſt au contraire le ſeul moyen de l'a faire reparoître; car elle exiſte. On ne la tient cachée que parce qu'on a intérêt d'en faire payer cher le beſoin; & dès que ce beſoin ceſſera les marchands s'empreſſeront de les placer, & ils les rendront au commerce.

M. BLAINVILLE.

Mais l'on ne voudra pas de votre nouveau papier en province, & ce ſera là que l'eſpèce monnoyée fuira.

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

M. MARCHAND.

Vous êtes dans l'erreur, par ce que vous ne distinguez pas le papier proposé d'avec un simple papier monnoie, qui n'auroit de mérite qu'une valeur de convention; mais celui-ci seroit bien différent, son objet étant de représenter la valeur des biens du Clergé & du Domaine; ce n'est déjà plus un simple billet chirographaire, c'est une créance privilégiée, & ce caractère lui mérite une autre confiance. Mais supposons encore que l'espèce monnoyée reflue dans les Provinces, quel grand mal y auroit-il à cela? Les impôts se payeront en argent, le versement s'en fera ici en argent, & il paroîtroit encore plus de numéraire qu'à présent. Ce seroit déjà un bien tant pour la Capitale que pour les Provinces. Mais ce n'est que le moindre des avantages du papier proposé.

M. BLAINVILLE.

Vous avez beau dire; votre papier de circulation, tel quil soit, m'effraie par le souvenir du sort qui a terminé celui du système de Law.

M. MARCHAND.

Quelle différence! celui de Law ne portoit que sur un objet imaginaire. C'étoit un édifice sans fondement, il ne pourroit que s'écrouler. Celui-ci au contraire, étant assigné

ſpécialement ſur des biens que nous connoiſſons, devant être reçu pour prix de leur acquiſition & anéanti par le fait même de cet emploi, ne peut pas éprouver un pareil ſort, puiſqu'il a un objet réel & que ſa durée eſt déterminée.

M. BLAINVILLE.

Fort bien. Mais vous en faites pour deux milliards, & vous ne voulez vendre que pour 400,000000 de biens.

M. MARCHAND.

Cette quantité de deux milliards eſt néceſſaire pour faire vendre avantageuſement les 400,000000 de biens; le ſurplus quoique non mis en vente, ne ſera pas moins affecté à la maſſe des aſſignats créés, au point que s'il n'y avoit pas d'autre reſſource pour éteindre les 1600,000000 d'aſſignats reſtant, on en viendroit à ce moyen; mais ne craignez pas qu'on ſoit obligé d'uſer de cette reſſource: n'avons-nous pas pour l'extinction des aſſignats l'emploi tout naturel des fonds, qui ſans cela ſeroient deſtinés à payer les intérêts de deux milliards de dettes qu'ils vont éteindre, & d'autres économies encore ſur les revenus, qui feront en peu d'années diſparoître la totalité du nouveau papier, pour ne laiſſer à ſa

place qu'un abondance universelle, qui résultera tant de la libération des dettes de l'état, que de celle des particuliers.

M. BLAINVILLE.

Des particuliers, eh ! comment ?

M. MARCHAND.

Cela est fort simple. — Les assignats étant sans intérêts, ceux qui les recevront en paiement de la part du gouvernement, s'empresseront d'en faire un emploi utile.

N'en trouvant plus de moyen dans les affaires de finances, & la portion des biens du Clergé & du Domaine mise en vente ne suffisant pas pour les consommer, on se jettera sur les terres des particuliers. Ceux qui doivent, s'empresseront de saisir cette occasion pour vendre avantageusement; ils payeront leurs créanciers, & ceux-ci payeront les leurs, & ainsi à l'infini. Le plus petit ouvrier se ressentira de cette libération universelle. Les arts reprendront vigueur. Les entreprises de tout genre seront suivies, les ouvriers occupés, & il en résultera une abondance & une paix générale.

M. BLAINVILLE.

Voilà de grands avantages sans doute, pour ceux qui doivent; mais ceux que leur bonne conduite a garantis de ce malheur, n'en souf-

friront-ils pas, s'ils reçoivent de leurs débiteurs du papier, auquel ils préféreroient sûrement l'argent monnoyé?

M. Marchand.

Point du tout. Je n'aurai pas même besoin de vous représenter que dans l'état actuel des choses, si quelqu'un doit être lésé, ce mal doit préférablement tomber sur les riches; je ne pense pas ainsi. Je crois qu'un plan n'est bon que quand il ne lèze personne. Or voici quel sera le sort de cette classe de citoyens aisés, s'ils reçoivent des assignats: ils en feront l'emploi en biens fonds, qu'à la vérité ils payeront un peu cher, mais dont la valeur augmentera, égalera & surpassera même le prix qu'ils y mettront, lorsque par l'effet des opérations de l'Assemblée Nationale, il n'y aura plus de réel que cette nature de biens.

M. Blainville.

Vous me séduiriez tout de bon M. Marchand; mais comment accorder tant d'avantages avec l'éloignement que tous les Financiers, le Ministre même paroissoient avoir pour la création de ce papier.

M. Marchand.

La raison en est bien simple; c'est que cette opération les réduiroit tous au néant,

& l'on aime à exiſter. On aime à paroître utile, à rendre des ſervices qu'on fait payer bien cher, & qu'on fait encore regarder comme bien importans.

En définitif que fera-t-on, ſi on refuſe d'adopter ce plan ? vous verrez qu'il faudra ſuſpendre les payemens. Or, en ſuppoſant qu'il puiſſe réſulter quelque inconvenient de la création de ce papier monnoie, ſeroit-il comparable aux malheurs qui ſurviendroient d'une ceſſation de payement ?

M. BLAINVILLE.

Ma foi, M. Marchand, je commence à croire que vous gagnerez votre procès avec moi ; mais encore une objection. Ne vaudroit-il pas mieux que votre papier portât intérêt ? alors on le trouveroit fort commode, on le préféreroit même à l'argent monnoyé, & il ſeroit d'une grande reſſource dans le commerce.

M. MARCHAND.

Je ne vois pas cela comme vous : ſi on attache aux aſſignats un avantage quelconque qui les rende préférables à l'argent monnoyé, on manquera la majeure partie du but qu'on ſe propoſe, & de tous les biens qu'ils pourroient produire.

L'aſſignat deviendra un effet de porte-feuille ;

641

celui qui en ſera porteur trouvera plus d'avantages à le garder qu'à le mettre en circulation. Il ne s'empreſſera pas de l'employer à l'aquiſition des biens du Clergé & du Domaine, ni à celle des biens de particuliers ; il ne ſe mettra pas même en devoir de faire aucune entrepriſe, puiſque ſans travail & ſans peine, il ſera aſſuré de l'intérêt de ſon effet, en le gardant dans ſon porte-feuille. Alors toute cette perſpective de libération générale & d'abondance publique s'évanouiroit. Ce papier avec intérêt ne remediroit à aucun mal, & pourroit être ſujet à de grands inconvéniens.

M. BLAINVILLE.

Il eſt vrai qu'à conſidérer les choſes ſous ce point de vue, on doit préférer l'aſſignat, ſans intérêt. Il faut pourtant convenir que cet intérêt m'avoit bien raccommodé avec votre projet. Cependant les conſidérations perſonnelles ne doivent pas l'emporter ſur le bien général. Eh bien ! M. Marchand, je vais à préſent faire autant de vœux pour le ſuccès de vos aſſignats, que j'en faiſois pour que ce projet fût rejetté. Mandez-moi, je vous prie, comment il ſera accueilli. De mon côté, je ferai mon profit de tout ce que vous venez de me dire, pour le faire goûter dans ma province.